



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Mercredi 30 avril 2025

Politique étrangère et de sécurité	2
Rencontre des ministres nordiques, baltes, allemand, polonais et français des Affaires étrangères	2
Le ministère finlandais de la Défense accueille le symposium annuel de l'OTAN sur la politique nucléaire à Helsinki	2
Le président Stubb a accordé une interview au New York Times	3
« Le journal américain décrit le président finlandais comme étant devenu une voix importante pour les petits pays d'Europe » HS	3
Président Stubb	4
Selon un sondage, la popularité du Président Stubb a augmenté	4
Éditorial	4
Selon l'opinion publique, le début de la présidence de Stubb est prometteur	4
Politique intérieure	5
Le parlement a approuvé une loi qui permet de limiter l'utilisation des téléphones mobiles à l'école	5
Lasse Lehtonen a été élu directeur général de Kela	5
Société	5
L'espérance de vie à la naissance a augmenté pour atteindre un niveau record	5
Economie	5
Nouvelles prévisions du ministère des Finances	5
La guerre commerciale menace la reprise économique et les finances publiques déjà fragiles de la Finlande	5
Selon une étude, la confiance des consommateurs dans le développement économique de la Finlande s'est encore affaiblie	7
Selon une étude, la conjoncture économique des entreprises s'est un peu améliorée	8
Energie	8
Le gouvernement durcit les conditions de la construction d'éoliennes	8
Nucléaire	8
Selon la ministre de l'Environnement et du Climat, une décision sur la construction d'un réacteur pourrait être prise au plus tôt en 2026	8
Markus Rauramo s'exprime sur les projets d'investissement de Fortum	9
Editorial	10
Il n'y aura pas de décision rapide pour l'énergie nucléaire	10

Politique étrangère et de sécurité

Rencontre des ministres nordiques, baltes, allemand, polonais et français des Affaires étrangères

Hufvudstadsbladet relève que lors de la conférence de presse des ministres des Affaires étrangères des pays nordiques et baltes, d'Allemagne, de France et de Pologne, l'éventualité de reprendre l'importation de gaz russe en tant qu'un élément d'un accord de paix potentiel en Ukraine a été évoquée.

Les ministres, en particulier les nordique et baltes, y ont été plutôt défavorables.

La ministre finlandaise Elina Valtonen a dit qu'elle ne soutenait pas une telle solution. « La position finlandaise est claire et j'espère que le reste de l'Europe a vu que la Russie utilise sa politique énergétique comme une menace contre l'Europe. Il nous faut le faire comprendre également à nos amis aux Etats-Unis. »

Concernant les pressions contre la Russie et le renforcement de l'Ukraine, Valtonen indique qu'il ne s'agit pas de se focaliser sur les capacités militaires mais également économiques.

Parmi les mesures contre la Russie, elle estime qu'outre les sanctions, il faut prévoir des droits de douanes du fait que des produits russes continuent à venir dans l'UE.

Interrogés sur les positions divergentes des pays sur l'éventualité d'envoyer des troupes en Ukraine, les ministres français et estonien ont souligné les rôles différents des pays et une unité sur la question fondamentale qui est une paix durable en Ukraine.

Le ministre polonais a indiqué qu'il relevait de son pays d'assurer les voies ferroviaires et aériennes vers l'Ukraine, tandis que d'autres pays avaient des missions en Ukraine.

La ministre Elina Valtonen estime qu'avant que l'envoi éventuel de troupes en Ukraine puisse être d'actualité, il faut mettre en place tout un tas de choses, dont un cessez-le-feu et des négociations pour la paix.

Elle souligne l'importance de comprendre que la Russie n'est pas invulnérable. Le paquet que l'UE est en train de mettre en place pour soutenir l'Ukraine est de première importance maintenant. « Nous avons une vision commune sur la Russie. Nous estimons que ce pays continuera à constituer une menace pendant longtemps encore et que, de ce fait, il est important de mettre en place un paquet de soutien qui intimide la Russie y compris dans la durée. Le rôle de chaque Etat dans ce cadre dépendra de chacun des pays isolés. »

HBL/14

Le ministère finlandais de la Défense accueille le symposium annuel de l'OTAN sur la politique nucléaire à Helsinki

Le Symposium annuel de l'OTAN sur la politique nucléaire se tiend à Helsinki les 29 et 30 avril. Organisé chaque année depuis 1992, ce symposium est le principal événement annuel consacré à la politique nucléaire de l'Alliance. Il réunit des experts de haut niveau issus des gouvernements et des instituts de recherche des Alliés. C'est la première fois que la Finlande accueille ce symposium.

« La dissuasion nucléaire est un élément important de notre sécurité. L'OTAN renforce actuellement sa défense conventionnelle ainsi que sa politique nucléaire. La dissuasion et la défense dans le Grand Nord, ainsi que les effets et les défis des armes nucléaires dans les régions euro-atlantique et indo-pacifique, figurent parmi les thèmes du Symposium sur la politique nucléaire de l'OTAN de cette année », a déclaré le ministre de la Défense, Antti Häkkinen.

Selon lui, la dissuasion nucléaire de l'OTAN a pour objectif de préserver la paix et de dissuader toute agression. « La Russie maintient et développe sa dissuasion nucléaire, et a intensifié son discours nucléaire. Elle intensifie sa coopération militaire avec la Chine, ce qui accroît également la capacité de son arsenal nucléaire. La Corée du Nord possède l'arme nucléaire, et l'Iran est sur le point d'en développer une. Dans le monde d'aujourd'hui, il est évident que l'OTAN doit elle aussi disposer d'une dissuasion nucléaire crédible qui, aux côtés des capacités conventionnelles, fasse partie intégrante de la dissuasion et de la défense collectives de l'Alliance », a déclaré le ministre Häkkinen.

« Le principal avantage de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN est que notre dissuasion est désormais renforcée, ce qui réduit le risque de guerre. En fin de compte, la défense de la Finlande s'appuie sur les forces et les capacités de l'ensemble de l'Alliance, y compris sa dissuasion nucléaire. Nous participons également à la planification et à la prise de décisions concernant la politique nucléaire de l'OTAN », a ajouté M. Häkkinen.

https://valtioneuvosto.fi/-/puolustusministerio-isanno-naton-ydinasepolitiikan-seminaarin-helsingissa?languageId=en_US

Lire le discours du ministre finlandais de la défense (en anglais) :

https://www.defmin.fi/en/topical/speeches/minister_of_defence_antti_hakkanens_speech_at_the_nato_nuclear_policy_symposium_on_29_april_2025.14994.news#6d8124c4

Le président Stubb a accordé une interview au New York Times

Lire l'interview en anglais :

<https://www.nytimes.com/2025/04/29/world/europe/finland-stubb-russia-trump-ukraine.html>

« Le journal américain décrit le président finlandais comme étant devenu une voix importante pour les petits pays d'Europe » HS

Le journal américain The New York Times a interviewé le président finlandais Alexander Stubb à Hämeenlinna dimanche dernier.

Le journal décrit Stubb comme une voix pour les petits pays d'Europe dans la guerre d'agression russe en Ukraine.

Le président américain Donald Trump s'est récemment montré très frustré par les pertes de temps du président russe Vladimir Poutine et les attaques russes contre des civils dans le cadre des négociations de paix. Le New York Times émet l'hypothèse que l'attitude de Trump pourrait avoir été influencée par le président finlandais Alexander Stubb.

« Le président [américain] est à bout de patience, et nous avons entendu des déclarations assez dures à l'égard de Poutine et de la Russie. J'aimerais que le Kremlin comprenne qu'il ne faut pas prendre Trump à la légère », a déclaré Stubb au journal.

Stubb espère que le changement de ton de Trump forcera Poutine à cesser de tergiverser. Selon lui, Poutine « joue au chat et à la souris jusqu'au bout ».

« Il faut que chacun comprenne que Poutine ne connaît que la force », a déclaré Stubb au New York Times. « Il y a une raison pour laquelle la Finlande possède l'une des forces armées les plus puissantes d'Europe, et cette raison n'est pas la Suède. »

Le journal décrit comment le président finlandais est devenu une voix importante pour les petits pays européens concernant la guerre d'agression russe en Ukraine.

Stubb lui-même minimise son « humble » rôle et affirme que la responsabilité de promouvoir une ligne européenne commune incombe au président français Emmanuel Macron et au Premier ministre britannique Keir Starmer. Il se décrit comme cherchant à « orienter les choses dans la bonne direction » et à « aller dans le sens des choses ».

Le New York Times écrit que Stubb possède les qualités uniques qui lui permettent de séduire Trump : grand athlète, parlant couramment l'anglais avec un accent quasi parfait, jouant au golf presque comme un professionnel, ayant étudié aux États-Unis, pro-américain, et, en tant que Finlandais, il connaît la Russie.

Le journal revient sur l'histoire de la Finlande face aux Russes – rappelant que le père et le grand-père de Stubb sont nés en Carélie, aujourd'hui territoire de la Russie – et sur les décennies de Guerre froide, en partie sous la coupe de l'Union soviétique.

« C'était une position inconfortable, mais malgré toute son horreur, une stratégie gagnante », commente Stubb à propos de la période de finlandisation.

Le New York Times écrit que la situation difficile de l'Ukraine rappelle à la Finlande son passé. Stubb souligne que le cœur de l'idée d'un État réside dans le fait d'avoir son propre territoire, sa pleine souveraineté et son indépendance, la Finlande ayant perdu les deux premiers dans les années 1940. Il espère que l'Ukraine conservera les trois, mais admet qu'elle pourrait être amenée à céder des territoires en fonction de l'évolution des combats.

« Si nous obtenons que l'Ukraine conserve au moins deux des trois éléments, tant mieux », déclare Stubb. « Mais la Finlande ne reconnaîtra jamais les territoires de l'Ukraine que la Russie a annexés pendant cette guerre. »

Selon lui, la paix nécessitera probablement une « créativité » de la part de ceux chargés de la négocier, par exemple en ce qui concerne le fait que les États-Unis semblent prêts à reconnaître la péninsule de Crimée comme faisant partie de la Russie, contrairement aux pays européens.

Stubb espère que l'Ukraine sera lourdement armée afin que la Russie ne puisse pas à l'avenir lui prendre des territoires. Il estime que les garanties de sécurité pour l'Ukraine seront principalement fournies par l'Europe, « avec les États-Unis comme garants », sans toutefois analyser plus en détail cet arrangement possible.

HS

Président Stubb

Selon un sondage, la popularité du Président Stubb a augmenté

Selon un sondage publié par Helsingin Sanomat, 76 % des Finlandais estiment qu'Alexander Stubb a réussi « bien » ou « assez bien » en tant que Président de la République.

34 % des personnes interrogées ont donné la note « bien » au Président Stubb, contre 26 % en juin 2024.

Seulement 7 % des personnes interrogées ont répondu que le travail de Stubb a été « insatisfaisant » ou « très insatisfaisant », contre 9 % en juin 2024.

Stubb est le plus populaire parmi les électeurs de la Coalition nationale (Kokoomus) et le moins populaire parmi les électeurs de l'Alliance des gauches, dont moins de la moitié ont donné une bonne note à Stubb, selon le sondage.

Au début de son mandat, l'ancien Président Sauli Niinistö a eu à peu près le même résultat dans ce sondage : 79 % des Finlandais estimaient qu'il avait « bien » ou « très bien » réussi en tant que Président en juin 2012.

HS

Éditorial

Selon l'opinion publique, le début de la présidence de Stubb est prometteur

Stubb n'est pas encore le Président de tous les Finlandais, mais le résultat du sondage est quand-même bon, estime l'éditorialiste du Helsingin Sanomat.

Dans le sondage, Stubb a eu à peu près les mêmes notes que son prédécesseur Sauli Niinistö quand il a commencé en tant que Président en 2012.

Au cours des années, quand la confiance du peuple envers les autres politiciens finlandais s'est détériorée, la popularité de Niinistö a en revanche beaucoup augmenté, et vers la fin de son mandat, plus de 90 % des Finlandais ne trouvaient rien à redire au travail de Niinistö. Il s'agissait d'une attitude presque trop respectueuse.

Quand Stubb était ministre des Finances dans le gouvernement de Juha Sipilä (Centre), il a été à un moment donné le ministre le moins populaire. À l'époque, quelque chose en lui irritait l'opinion publique, mais il n'y a plus aucune trace de cela aujourd'hui.

La politique étrangère et de sécurité rend inquiets les Finlandais. La Russie et les États-Unis sont tous deux devenus imprévisibles. Selon l'étude publiée la semaine dernière, les Finlandais font moins confiance dans l'OTAN. De plus, deux tiers ont estimé que les dirigeants politiques finlandais sont incapables de gérer l'environnement actuel à crises multiples.

Stubb a fait usage de la diplomatie du golf avec Donald Trump et il a accueilli Volodymyr Zelensky à Helsinki. Il a donné un départ énergique à sa présidence. Le rôle de plus en plus important du Président est d'expliquer le chaos aux citoyens, aussi honnêtement que possible.

Les Finlandais n'apprécient pas les mensonges.

HS

Politique intérieure

Le parlement a approuvé une loi qui permet de limiter l'utilisation des téléphones mobiles à l'école

Le parlement a approuvé mardi une loi qui limite l'utilisation des téléphones mobiles dans les écoles.

Selon la loi, les élèves pourront utiliser leurs téléphones mobiles seulement avec l'autorisation de l'enseignant ou du directeur de l'école aux fins d'apprentissage ou par exemple en matière de questions de santé. Les limitations ne concernent pas les récréations ou la cantine.

Les députés qui ont exprimé une objection considéraient que les limitations de l'usage des téléphones mobiles devraient concerner également les récréations et la cantine.

Le parlement a demandé que le ministère de l'Éducation et de la culture réalise un rapport sur les effets de ces limitations. Le rapport sera publié fin 2026.

HS

Lasse Lehtonen a été élu directeur général de Kela

Lasse Lehtonen, directeur à la région de santé de la capitale, a été élu directeur général de la Caisse nationale d'assurances sociales Kela mardi.

7 délégués ont voté pour Lehtonen et 5 délégués ont voté pour Heli Backman, qui était la candidate désignée pour le poste par le conseil d'administration de Kela. Les délégués de Kela sont des députés : les partis du gouvernement ont la majorité, car le Kokoomus a 4 délégués et les Vrais Finlandais en ont 3.

Le candidat de la Coalition nationale (Kokoomus) était pendant longtemps le ministre du Travail Arto Satonen, mais les critiques contre une nomination politique ont rendu le choix du directeur général plus compliqué. La Présidente des Vrais Finlandais Riikka Purra avait déclaré auparavant que les délégués du parti n'ont pas besoin de soutenir Arto Satonen pour le poste.

M. Lasse Lehtonen a été candidat aux législatives sur les listes de la coalition nationale (Kokoomus).

HS

Société

L'espérance de vie à la naissance a augmenté pour atteindre un niveau record

Selon le Centre des statistiques finlandais, l'espérance de vie à la naissance a augmenté pour atteindre un niveau record. L'espérance de vie d'une fille à la naissance est de 84,2 ans et celle d'un garçon de 79,6 ans. Depuis deux ans, l'espérance de vie a augmenté d'un an.

Selon le Centre des statistiques, il s'agit de chiffres historiquement élevés.

HS

Economie

Nouvelles prévisions du ministère des Finances

La guerre commerciale menace la reprise économique et les finances publiques déjà fragiles de la Finlande

L'économie finlandaise connaît à nouveau en croissance, mais la guerre commerciale menace de la ralentir considérablement. Les finances publiques sont fragiles et les marges de manœuvre pour faire face à une guerre commerciale sont inexistantes, estime le ministère des Finances dans ses nouvelles prévisions.

L'économie finlandaise est passée de la récession à la croissance à la fin de l'année dernière et, d'après les données du début d'année, la croissance économique continue de s'accélérer depuis le début de l'année. Cependant, l'évolution de la politique commerciale internationale a clairement affaibli les perspectives économiques.

Les prévisions présentent une trajectoire de référence et deux scénarios concernant l'impact de la guerre commerciale et des droits de douane sur le PIB de la Finlande.

Dans le scénario de référence, qui repose sur l'hypothèse d'une courte période d'application des droits de douane, la croissance du PIB devrait être de 1,3 % en 2025, de 1,6 % en 2026 et de 1,5 % en 2027.

Dans les scénarios où les droits de douane seraient en vigueur pendant une période plus longue, la croissance du PIB serait nettement plus lente en 2025 et 2026. Cela entraînerait également des déficits nettement plus importants et une augmentation de la dette publique par rapport au scénario de référence.

« Nous ne pouvons pas prédire comment et pourquoi les droits de douane évolueront, ni leurs conséquences finales. C'est pourquoi nous plaçons l'avenir entre parenthèses en utilisant des prévisions de référence et des scénarios de guerre commerciale. L'incertitude pèse sur l'économie, mais de nombreux facteurs confortent encore une perspective optimiste », déclare le directeur Mikko Spolander.

Les prévisions pour l'économie réelle ne tiennent pas compte des effets des décisions prises lors des négociations de mi-mandat du gouvernement.

L'incertitude et la guerre commerciale menacent la croissance économique mondiale

L'incertitude s'est nettement accrue au sein de l'économie mondiale, les tensions commerciales s'étant intensifiées en début d'année. Elle devrait affaiblir la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Les perspectives pour la zone euro et les États-Unis, ainsi que pour l'économie mondiale dans son ensemble, se sont assombries.

Si les hausses de droits de douane annoncées par les États-Unis ne peuvent être négociées à la baisse, elles auront clairement un impact négatif sur la croissance économique mondiale et les exportations finlandaises. Sans droits de douane, les perspectives d'exportation de la Finlande sont favorables et les exportations de services vont fortement progresser.

La croissance du pouvoir d'achat des ménages stimule la consommation

L'inflation a nettement ralenti et restera modérée. Grâce au ralentissement de l'inflation et à la hausse des salaires, les revenus réels ont repris leur croissance. Cependant, la croissance du revenu réel moyen des ménages est freinée cette année par la faiblesse de l'emploi, les réductions des prestations sociales et les hausses d'impôts. Cependant, la croissance du revenu réel s'accroîtra l'année prochaine grâce à l'amélioration de la situation de l'emploi.

Outre la faiblesse des revenus et de l'emploi, la consommation des ménages a été freinée par la faible confiance dans l'économie et la conviction que les prix continueront d'augmenter. Les ménages ont dépensé moins que ce que leurs revenus leur permettaient. L'atténuation des incertitudes stimulerait également la croissance de la consommation.

Les investissements s'accroissent clairement

Les investissements ont fortement diminué ces deux dernières années, la hausse des taux d'intérêt ayant notamment freiné la construction. Cependant, la construction a atteint son point bas et la construction de logements reprend. Cependant, la construction reste insuffisante pour répondre aux besoins à long terme.

Une croissance rapide des investissements liés à la transition énergétique et au développement technologique est attendue. La Finlande enregistre un nombre record de plans d'investissement, qui se concrétiseront également cette année. Les investissements liés aux achats de défense, qui augmenteront significativement cette année avec l'acquisition d'avions de chasse, augmenteront également.

Redressement attendu de l'emploi

L'emploi continuera de baisser, mais repartira à la croissance cette année grâce à la reprise de la production. Cependant, le taux de chômage atteindra environ 8,8 % cette année. Le nombre de personnes employées n'augmentera nettement que l'année prochaine et le chômage retombera à 8,3 %. En 2027, la croissance de l'emploi se poursuivra et le taux d'emploi (des 20-64 ans) atteindra 77,3 %.

Outre la demande économique, le marché du travail est également affecté par les mesures gouvernementales en faveur de l'emploi et l'immigration. Ces deux facteurs augmentent l'offre de travail et la production potentielle, mais se traduisent particulièrement, sur la période de prévision, par une hausse du taux de chômage et une baisse du taux d'emploi.

Le déficit des finances publiques reste important

L'état des finances publiques s'est avéré plus fragile que prévu. Le déficit public s'élevait à 4,4 % du PIB en 2024. Cette faiblesse initiale se reflète également pour l'année en cours. Cette année, le déficit public s'élève à 3,8 % du PIB.

Lors des négociations de mi-mandat, le gouvernement a décidé d'un vaste programme de croissance et, début avril, d'augmenter les dépenses de défense à au moins 3 % du PIB d'ici 2029. Comme d'habitude, les prévisions de finances publiques ne prennent en compte que les effets directs de ces deux décisions, ce qui signifie que leurs éventuels effets indirects sur l'activité économique ne sont pas pris en compte. Toutefois ces effets directs entraîneront une hausse significative du déficit public.

Grâce aux mesures d'ajustement décidées précédemment et à la reprise économique, le déficit devrait diminuer à 3,2 % du PIB en 2026 et rester supérieur à 3 % jusqu'en 2029. Cette année, le ratio d'endettement des administrations publiques dépassera 85 %, après quoi la phase la plus rapide d'augmentation de la dette sera derrière nous. Le ratio d'endettement augmentera progressivement pour atteindre près de 90 % en 2029.

Les risques pour l'économie sont globalement défavorables et leur matérialisation fragiliserait considérablement les finances publiques

Les risques et l'incertitude liés à la politique et aux relations commerciales ont atteint des niveaux exceptionnellement élevés. Si ces risques se matérialisent, la croissance de l'économie finlandaise ralentira et le déficit public se creusera. D'autre part, la fin de la guerre en Ukraine, la reconstruction du pays et les investissements dans les infrastructures et la défense dans plusieurs pays européens pourraient également accroître la demande de biens et services produits en Finlande.

Outre la situation économique, les perspectives des finances publiques sont également soumises à d'autres risques. Des dépenses supplémentaires consacrées à la défense augmenteront la dette publique, à moins qu'elles ne soient financées par de nouvelles économies ou des hausses d'impôts. Un autre risque est lié au retard dans l'effet des mesures pour l'emploi précédemment décidées. Les négociations salariales entre les collectivités locales et l'État sont toujours en cours et leur issue se reflétera dans les finances publiques. Toutefois, l'impact de l'accord salarial pourrait être positif ou négatif selon l'issue des négociations. Le risque est positif concernant les mesures de croissance décidées lors des négociations de mi-mandat du printemps, car les prévisions d'effets de ces mesures ne prennent en compte que les effets qui augmentent directement le déficit public.

Le ratio d'endettement est désormais estimé à près de 90 %. Compte tenu de l'ampleur du déficit et du niveau élevé du ratio d'endettement, les marges de manœuvre sont limitées pour faire face à une conjoncture économique potentiellement plus difficile.

Vn

Lire les prévisions économiques en anglais :

<https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/handle/10024/166267>

Selon une étude, la confiance des consommateurs dans le développement économique de la Finlande s'est encore affaiblie

Selon une étude par le Centre des statistiques finlandais, la confiance des consommateurs dans le développement économique de la Finlande s'est affaiblie en avril par rapport au mois de mars.

En avril, seulement un cinquième des consommateurs estimait que la situation économique du pays s'améliorerait dans l'année à venir. Environ deux cinquièmes des consommateurs pensaient que l'économie finlandaise se détériorerait.

Par rapport au mois de mars, les consommateurs considèrent que l'état actuel de leur économie personnelle s'est un peu amélioré, mais reste pourtant très faible.

Les attentes des consommateurs concernant la situation générale du chômage en Finlande se sont détériorées pour atteindre un niveau très bas en avril. Seulement 5 % des salariés estiment que le risque de chômage avait diminué, tandis que 28 % pensent que le risque avait augmenté. En même temps, 40 % des salariés estimaient en avril qu'ils n'étaient pas du tout menacés par le chômage ou les licenciements.

HS

Selon une étude, la conjoncture économique des entreprises s'est un peu améliorée

Selon l'enquête de conjoncture de la Confédération des industries finlandaises EK, les perspectives des entreprises finlandaises se sont légèrement améliorées. La situation conjoncturelle actuelle reste pourtant faible dans tous les secteurs.

La production de l'industrie a augmenté légèrement en début de l'année. La situation est toujours la pire dans le secteur de la construction mais, selon les prévisions, la baisse de la production devrait s'atténuer dans un avenir proche.

Selon l'économiste d'EK, Penna Urrila, l'incertitude économique mondiale se reflète également dans les perspectives des entreprises finlandaises.

HS

Energie

Le gouvernement durcit les conditions de la construction d'éoliennes

Helsingin Sanomat rend compte du fait que les durcissements prévus par le gouvernement, concernant la distance entre les éoliennes et l'habitation, pourront impacter la construction de parcs de petite échelle.

Le gouvernement a décidé que si une éolienne n'est pas déjà intégrée dans le plan d'aménagement de la région, il faut prévoir une distance de huit fois la hauteur de l'éolienne vis-à-vis de l'habitation la plus proche.

Les nouvelles éoliennes sont typiquement de 250 mètres de hauts, ce qui signifie qu'il faudra par la suite les situer à deux kilomètres au minimum d'une habitation. En Finlande du Sud et Centrale, une telle distance n'est quasiment pas possible.

Inclure un projet éolien dans le plan d'aménagement d'une région est un moyen de permettre la construction sans remplir strictement ces critères.

Selon le directeur de OX2, Veli-Pekka Alkula, la nouvelle règle impactera surtout les projets de petits parcs éoliens, les grands étant déjà prévus dans les plans d'aménagement des régions. On considère comme petit un parc de moins de dix centrales.

Helsingin Sanomat relève que les nouvelles décisions sur des investissements éoliens ont été suspendues pendant un an et demi. Début avril, OX2 a communiqué sur un investissement de 700 millions d'euros dans deux parcs.

HS/A24

Nucléaire

Selon la ministre de l'Environnement et du Climat, une décision sur la construction d'un réacteur pourrait être prise au plus tôt en 2026

Sari Multala, nouvelle ministre de l'Environnement et du Climat, a constaté, devant des journalistes, hier, que le gouvernement pourrait prendre une décision sur des subventions éventuelles pour la construction d'un réacteur nucléaire au plus tôt l'année prochaine.

Le gouvernement a décidé, lors des négociations budgétaires de mi-mandat, qu'il s'agirait d'obtenir en Finlande un grand réacteur et plusieurs réacteurs modulaires. Le ministère de l'Emploi et de l'Economie est en train d'étudier les différents modèles de soutien et de financement, ainsi que leur impact sur le marché électrique.

Multala est consciente du message, y compris au niveau international, sur le fait qu'un soutien, en tout cas pendant la construction, est indispensable pour la mise en place de réacteurs de puissance. Une garantie concernant le niveau du prix de l'électricité pour le producteur, proposé par le précédent ministre Mykkänen, est à l'étude parmi les possibilités.

KS

Markus Rauramo s'exprime sur les projets d'investissement de Fortum

Markus Rauramo, PDG de Fortum, commente l'augmentation de la production d'énergie nucléaire et les perspectives d'investissement de Kauppalehti.

Les capitaux propres de l'entreprise s'élèvent désormais à 9,7 milliards d'euros. Selon Rauramo, les liquidités s'élèvent également à 8,4 milliards d'euros.

Les atouts de Fortum sont de bonnes infrastructures et un système énergétique propre.

« De plus, il existe une opportunité d'accroître la production d'électricité ici grâce à l'éolien, au solaire et même au nucléaire, car cette énergie est bien acceptée. »

L'étude de Fortum sur l'énergie nucléaire, achevée ce printemps, a conclu que la production d'énergie nucléaire supplémentaire est intéressante, mais pas uniquement aux conditions du marché.

Markus Rauramo a déjà déclaré à Kauppalehti qu'« aux prix du marché actuels, aucune nouvelle centrale nucléaire ne sera créée aux conditions commerciales ». Il a également appelé l'État à jouer un rôle dans la construction de nouvelles centrales nucléaires.

Pourquoi l'État devrait-il soutenir la construction de centrales nucléaires ?

« Les coûts ont augmenté. Les prix des nouveaux réacteurs sont désormais bien supérieurs à ceux du réacteur d'Olkiluoto OL3, par exemple », répond Rauramo.

La construction de nouvelles centrales est également complexe. Selon Rauramo, dans le cadre d'un projet long, s'étendant sur plus de dix ans, il est difficile d'obtenir une visibilité sur les flux de trésorerie. « Bien sûr, cela s'applique également à d'autres investissements, mais c'est particulièrement vrai pour le nucléaire. Par exemple, il est essentiel de connaître le coût des équipements et de s'assurer de la fiabilité de son fournisseur », explique Markus Rauramo. Il existe également un autre aspect à considérer. Selon Rauramo, les consommateurs d'électricité doivent comprendre qu'une production électrique stable entraîne des coûts supplémentaires. « Les mégawattheures sont peu coûteux avec l'énergie solaire ou éolienne seule, mais ces centrales ne produisent pas nécessairement de l'électricité au moment opportun. »

Le message de Fortum concernant le rôle de l'État est donc plus largement lié au développement du système énergétique finlandais. « Si nous voulons attirer les investissements et les industries consommatrices d'énergie, nous devons combiner énergies renouvelables, flexibilité et capacité de réserve », explique Markus Rauramo.

Une production nucléaire supplémentaire, en constante augmentation, serait une solution.

« Mais pour cela, il faut être capable de prendre des risques. »

Selon Rauramo, l'État pourrait participer au risque en offrant des prêts ou des garanties pendant la construction. « Et ensuite, une certaine visibilité sur ce prix. »

Une option serait un prix garanti pour l'énergie nucléaire, qui proviendrait soit de l'État, soit directement du client.

Rauramo ne va pas plus loin en termes de vision.

Concernant les investissements futurs, Fortum a encore un atout en poche : l'entreprise dispose d'un droit de préemption sur les activités suédoises d'Uniper. Des énergies hydroélectriques et nucléaires rentables seraient disponibles.

Selon Markus Rauramo, l'État allemand doit réduire sa participation dans Uniper à 25 % d'ici fin 2028. Cela permettrait à Fortum d'acquérir l'Uniper suédois qui est une entreprise rentable. L'Allemagne a déjà étudié la possibilité d'introduire Uniper en bourse et celle d'une vente directe. « L'Allemagne a un conseiller qui étudie la question », explique Rauramo.

« Fortum est toujours intéressé par le nucléaire et l'hydroélectricité dans les pays nordiques. Par conséquent, si de tels équipements sont à vendre, Fortum les étudiera. »

KL

Editorial

Il n'y aura pas de décision rapide pour l'énergie nucléaire

La Finlande a besoin d'une solution de financement pour construire de nouvelles centrales nucléaires, avait déclaré l'ancien ministre de l'Environnement et du Climat, Kai Mykkänen en janvier dernier, juste avant de quitter ses fonctions.

Sari Multala qui a remplacé Mykkänen, se montre plus prudente sur la question.

Actuellement le gouvernement élabore actuellement une stratégie énergétique et climatique, qui devrait être finalisée avant les vacances d'été.

Il est clair que l'énergie nucléaire fera partie intégrante de la stratégie finlandaise, mais il est tout aussi clair que d'ici l'été, le gouvernement de Petteri Orpo ne présentera aucun mécanisme de soutien à la construction de centrales nucléaires.

Si elle partage l'avis de Mykkänen sur l'importance de l'énergie nucléaire, Multala est moins catégorique. Le ministère étudie actuellement différents scénarios pour déterminer les possibilités offertes par l'État de soutenir la construction des centrales nucléaires, si cela s'avère réellement nécessaire. Les calculs seront publiés au plus tôt l'année prochaine.

La question la plus importante est probablement de savoir dans quelle mesure les investissements industriels potentiels augmenteront la consommation d'électricité par rapport aux 83 térawattheures de l'année dernière. Le doublement de la consommation envisagé par certains est exagéré, mais même une augmentation de 50 % serait tout à fait exceptionnelle.

Des scénarios sont donc indispensables, car, selon les experts, soutenir l'énergie nucléaire peut soit conduire vers une nouvelle croissance, soit entraîner l'effondrement total du marché de l'électricité.

Plus récemment, UPM, principal actionnaire de Pohjolan Voima (qui possède TVO), a mis en garde le gouvernement il y a un mois contre le soutien d'une nouvelle énergie nucléaire. Cela pourrait en effet signifier que l'ancienne énergie nucléaire déjà en place ne serait pas rentable si une nouvelle centrale nucléaire bénéficiait d'un soutien pendant son exploitation.

Un système de prix garanti pour l'énergie nucléaire est en vigueur au Royaume-Uni, entre autres, et est prévu au moins en Pologne et en Suède. La République tchèque, la Turquie et les Émirats arabes unis ont également conclu des contrats d'achat d'énergie (CAE) à long terme avec des constructeurs de centrales nucléaires.

La Finlande est particulièrement préoccupée par les solutions futures de la Suède. Vattenfall (Suède) et Fortum (Finlande) sont des constructeurs potentiels de nouvelles centrales nucléaires, mais sans mécanisme de soutien, ils ne commenceront pas à construire de nouvelles centrales.

L'énergie nucléaire a représenté près de 40 % de la production d'électricité finlandaise l'année dernière, et son remplacement par une autre forme de production sans énergie fossile n'est pas envisageable dans un avenir proche. L'avantage de l'énergie nucléaire est qu'elle permet de produire une électricité propre et fiable en grande quantité sur une petite surface.

On peut néanmoins se demander s'il est judicieux pour l'État de choisir à l'avance une forme de production d'énergie à soutenir. Si un soutien est décidé, il devrait être technologiquement neutre du point de vue du marché de l'électricité. La concurrence est la meilleure solution.

La ministre Multala se trouve donc dans une situation délicate lorsqu'elle tente de concilier un éventuel besoin de soutien avec le fonctionnement du marché de l'électricité. Par ailleurs, la sécurité d'approvisionnement ne doit en aucun cas être négligée, comme le montre la catastrophe électrique qui vient de se produire en Espagne.

KL